PCF | LE CONSEIL NATIONAL DU PCF PROPOSE UNE DÉMARCHE POUR LES PROCHAINES ÉLECTIONS RÉGIONALES *(lire pp. 2 et 3)*

Supplément à l'Humanité

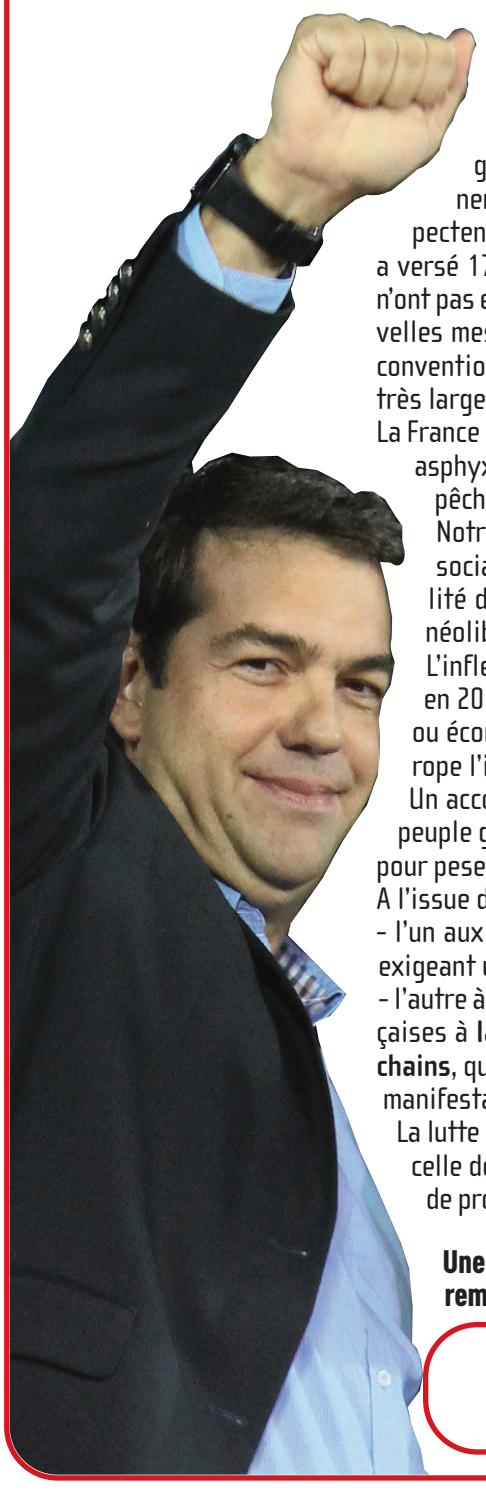
Communistes

www.pcf.fr

Lien d'échanges et de communication

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19e - Comité de rédaction: Obey Ament - Gérard Busque - Jacques Chabalier - Patrick Coulon - Patrice Falguier - Jean-Louis Le Moing - Yann Le Pollotec - Frank Mouly - Camille Lainé - Julia Castanier - Denis Rondepierre - Lydia Samarbakhsh - Gérard Streiff - Directeur: Patrice Bessac - Rédaction: Patrice Falguier Tél.: 01 40 40 13 59 - Gérard Streiff Tél.: 01 40 40 12 41 - Mèl : communistes@pcf.fr - Relecture: Jacqueline Lamothe - Mise en pages: Zouhair. NAKARA@vdlm.fr

La France doit soutenir le peuple et le gouvernement grecs



Le PCF, réuni en Conseil national, est engagé dans la solidarité avec le peuple grec, son gouvernement et Syriza pour rompre avec les politiques d'austérité en Europe et ouvrir une issue progressiste à la crise européenne. La mobilisation en France et en Europe pour soutenir le gouvernement grec dans les négociations européennes sera déterminante. Syriza et le gouvernement grec respectent le mandat qui leur a été confié par le peuple grec. Ils respectent aussi les engagements de remboursement de la dette de l'État grec. La Grèce a versé 17 milliards d'euros à ses créanciers depuis janvier ; en revanche ces derniers n'ont pas effectué les versements prévus. Aujourd'hui, ils exigent d'Alexis Tsipras de nouvelles mesures d'austérité portant sur les retraites et empêchant la reconstruction de conventions collectives. Le gouvernement grec tiendra bon, fort d'un soutien populaire très large.

La France ne peut continuer à couvrir les jusqu'au-boutistes de Bruxelles et de Berlin qui asphyxient financièrement tout un peuple, exigent de nouveaux reculs sociaux et empêchent un gouvernement de mener la politique pour laquelle il a été élu.

Notre pays doit prendre position et soutenir le mouvement de reconquête des droits sociaux et démocratiques qui émerge dans plusieurs pays, mettant en responsabilité des forces de gauche déterminées à en finir avec l'austérité et les politiques néolibérales.

L'inflexibilité des créanciers de la Grèce, malgré les erreurs des politiques imposées en 2010 et 2012, erreurs reconnues par le FMI lui-même, n'a pas de cause financière ou économique, mais bien politique. Ils cherchent à imposer à tous les peuples d'Europe l'idée qu'il n'y a pas d'alternative aux politiques d'austérité budgétaire.

Un accord raisonnable est cependant possible. Outre la mobilisation – cruciale – du peuple grec, celle des peuples et des forces progressistes d'Europe sera déterminante pour peser dans ces négociations.

A l'issue du Forum européen des alternatives, Pierre Laurent a lancé deux appels :

- l'un aux personnalités françaises de gauche pour une délégation commune à l'Élysée exigeant un soutien officiel de la France à la Grèce ;
- l'autre à la participation des forces sociales, citoyennes, des forces progressistes françaises à **la semaine de solidarité européenne avec la Grèce, du 20 au 27 juin prochains**, qui sera en France marquée le 20 juin par des initiatives dans tout le pays et une manifestation à Paris.

La lutte du peuple et du gouvernement grecs contre l'austérité et pour la démocratie est celle de tous les peuples d'Europe ; c'est celle des communistes et de toutes les forces de progrès européennes pour changer l'Europe. ✪

Une délégation conduite par Pierre Laurent sera reçue à l'Elysée jeudi 18 juin pour remettre au Président de la République un appel de soutien à la Grèce.

Manifestation de soutien au peuple grec à Paris
Samedi 20 juin à 15 h, de la place Stalingrad à République

SERVEZ-VOUS www.pcf.fr

CICE

Solidarité Grèce

INTERNET www.pcf.fr

Rapport du Conseil national du 10 juin et la discussion

Projet : le PCF ouvre le débat *(p. 2)*

Quartiers populaires : Le PCF est de retour *(p. 4)*

Régionales
Pour une nouvelle union populaire

La session du 10 juin du Conseil national du PCF portait notamment sur la préparation des élections régionales qui auront lieu en décembre prochain. Le PCF en appelle au rassemblement, à la convergence citoyenne, à la construction d'une nouvelle union populaire. Entretien avec le rapporteur Pascal Savoldelli, responsable du secteur Élections.

Communiste : TU INSISTES FORTEMENT, DANS UNE PREMIÈRE PARTIE DU RAPPORT, SUR LA NOUVELLE ORGANISATION RÉGIONALE QUI SE MET EN PLACE. POURQUOI ?

PASCAL SAVOLDELLI : En effet, la mise en place de 13 régions au lieu de 22 est une des pierres angulaires de la réforme territoriale qui, dans son ensemble, constitue un faisceau d'attaques contre la décentralisation, contre la démocratie locale, contre la gestion locale par des élus de proximité, contre les finances locales… et contre le service public. Avec la métropolisation libérale du territoire national, le nouveau découpage régional donne un cadre institutionnel au transfert des enjeux territoriaux et des centres de décision sur les questions économiques et d'aménagement du territoire vers un plan national et européen. Ce pouvoir régional aux dimensions européennes, en toute cohérence avec le projet Europe 2020, pèsera de plus en plus sur le fonctionnement des institutions de la République au profit d'organismes européens non élus (Commission de Bruxelles et BCE) et des logiques financières et compétitives par la mise en concurrence des territoires… Au point de dévitaliser la notion de souveraineté nationale et, pire, celle déjà bien écornée de souveraineté populaire. Ce pouvoir régional de par ses compétences va concrètement peser très lourd sur la vie des populations. C'est un enjeu politique considérable.

Communiste : LE RAPPORT EN APPELLE AU RASSEMBLEMENT EN VUE DE CE SCRUTIN DE DÉCEMBRE ET PROPOSE MÊME UN « MODE D'EMPLOI », HORS DES TAMBOUILLES POLITICIENNES.

P. S. : Dans son interview dans *l'Humanité* du 21 mai, Pierre Laurent lançait « *un appel à toutes les forces disponibles, dans la société, dans les régions, y compris aux écologistes, aux socialistes qui veulent une autre orientation que celle de leur direction actuelle, à engager avec nous la construction citoyenne de listes de premier tour qui portent une haute ambition publique pour les régions* ». C'est un appel clair à rassembler toutes celles et tous ceux qui partagent le contenu des pactes publics et qui sont prêts à les défendre. C'est un appel à une union dès le premier tour sur des objectifs autant démocratiques qu'alternatifs à l'austérité, une union autant de gauche que populaire. Dans toutes les régions, on pourrait ainsi se donner un objectif de visiter au moins 1 000 acteurs de la vie régionale, d'ici à fin juillet ou durant tout l'été. C'est être utiles, visibles et faire du commun. Être offensifs dans ce sens, c'est mettre simultanément en mouvement les communistes et toutes les disponibilités. Je pense qu'il faut mettre au cœur de notre stratégie l'idée d'aller bien au-delà des négociations nécessaires avec les forces politiques traditionnelles ou récentes dans l'échiquier politique de gauche…

Communiste : TU NOTES AUSSI LA DIMENSION « NATIONALE » DE NOTRE DÉMARCHE.

P. S. : Oui, ces élections ont une dimension territoriale et nationale à prendre en compte dans la campagne. Il ne faut pas hésiter à s'avancer sur la démarche nationale. Je sais que les communistes ont commencé à en parler et ils vont trancher dans les régions. Le Conseil national souligne dans sa résolution que notre démarche de liste de large rassemblement de 1er tour autour des pactes sera d'autant plus forte si elle est nationale.

Dans cet esprit, on peut parfaitement envisager un rassemblement national de toutes les listes vers la fin octobre, avant les vacances de la Toussaint. La dimension nationale et le sens du projet régional que nous donnerons à nos listes du 1er tour, en en faisant des espaces de convergence maximum, ne pourront qu'aider à la construction d'une candidature de gauche alternative à l'austérité, à l'élection présidentielle de 2016. Sur le second tour, je crois que nous pouvons dire qu'en fonction des configurations régionales, nous travaillerons à la fusion des listes capables de battre, ensemble, la droite et l'extrême droite. ✪

Propos recueillis par Gérard Streiff

LA FRANCE EN COMMUN

Le PCF ouvre le débat sur son projet

Le 20 mai, le comité du Projet a rendu public un texte intitulé « La France en commun ». Un document qui vise à montrer ce que pensent et veulent les communistes aujourd'hui.

Au moment où la droite, le FN et le PS s'inscrivent, chacun à sa manière, dans une visée d'obédience libérale, le débat sur l'alternative devient une question essentielle. C'est à ce débat que le PCF veut apporter sa pierre en publiant les grandes lignes d'un projet émancipateur, des mesures immédiates et un chemin pour sortir de l'austérité.

Ce texte, non exhaustif et encore moins définitif, se veut une invitation au débat. Un débat populaire pour confronter et coécrire le projet d'une gauche de courage et d'efficacité capable d'affronter les marchés financiers et mettre en œuvre une politique de développement humain. Un appel à confronter analyses et hypothèse, à donner corps à des propositions et affiner une visée. Dans une situation qui paraît bloquée, chacun mesure l'enjeu d'une telle initiative. Elle peut contribuer à bousculer le paysage politique et faire reculer le sentiment d'impuissance qui prévaut aujourd'hui.

Prendre partout des initiatives de rencontres

Le texte adopté par le Conseil national est maintenant mis en ligne sur le site du PCF. Il sera édité en brochure et imprimé à 50 000 exemplaires d'ici à la fin du mois. Parallèlement à sa diffusion,

LA FRANCE
en commun
UNE CONTRIBUTION DU PCF POUR L'ÉLABORATION D'UN PROJET ÉMANCIPATEUR ET D'UN PROGRAMME D'ACTION
PCF
FRONT DE GAUCHE

un site sera ouvert pour recueillir les contributions individuelles et collectives. *Communiste5* et *la Revue du projet* seront sollicités pour animer ce débat et rendre compte des initiatives locales et nationales.

La direction du PCF invite donc à ouvrir sans tarder le débat dans le Parti et avec les citoyens et les forces progressistes qui ne se résignent pas à la situation actuelle. Les récentes prises de positions de militants socialistes, écologistes et acteurs des mobilisations en cours témoignent d'un refus grandissant des politiques austéritaires mises en œuvre. Autant de signes qui doivent inciter les organisations du Parti à prendre partout des initiatives et à faire vivre le débat au plus près des intéressés afin de donner sens aux résistances en cours et aux échéances électorales à venir.

Au plan national, la direction du PCF a décidé d'envoyer le texte à de nombreuses personnalités politiques, syndicales, associatives, culturelles, afin de solliciter leur avis et leur participation à la réflexion. Une démarche qui devrait être reprise au niveau des sections et des fédérations et des différents réseaux du PCF.

Plusieurs temps forts rythmeront ce débat. Les fêtes départementales d'abord et bien sûr la Fête de l'Humanité où plusieurs rencontres seront organisées au stand national des communistes. L'université d'été du PCF prévue fin août en Savoie sera aussi, avec les nombreux ateliers qui s'y dérouleront, une occasion de confronter les points de vue sur de multiples sujets.

Ces débats, ces confrontations trouveront un débouché national dans la préparation et la tenue de la Convention du projet prévue au printemps 2016, dans le cadre de la préparation du congrès. C'est à ce moment qu'il reviendra aux communistes de choisir et de décider en commun du projet qu'ils veulent pour la France et le monde. ✪

Patrice Falguier

A L'INITIATIVE

Services publics
L'appel de Guéret

Beaucoup de monde ce week-end à Guéret pour défendre les services publics mis à mal par l'austérité et les politiques libérales. A l'issue de la mobilisations et des débats du week-end, un appel a été lancé afin de préparer les assises des services publics du XXIe siècle prévues en 2016.

Une délégation du PCF était présente à Guéret. *Elle était composée d'Olivier Dartigolles, Isabelle Mathurin (en charge de la question des services publics au PCF), Marie-Pierre Vieu, Didier Le Reste, François Auguste, Marie-Hélène Chauvat (secrétaire départementale de la Creuse) et Pascal Bagnarol (secrétaire départemental de Corrèze).* ✪

Élections régionales

Résolution du CN – 10 juin 2015

Le PCF appelle au rassemblement et à la convergence citoyenne

Les élections régionales auront lieu en décembre prochain.

Au lendemain de l'adoption de la loi NOTRe qui bouleverse l'organisation de la République, la portée territoriale, nationale et européenne des nouvelles régions souligne l'importance de ce scrutin. Après les départementales, il s'agit pour le pouvoir et le Medef de faire de cette entité territoriale un relais de la mise en concurrence des territoires au détriment de l'emploi, du progrès social, de la démocratie locale et des dépenses publiques d'intérêt général. Avec à la clé de nouvelles souffrances pour les populations. Ces élections seront également la dernière consultation électorale avant 2017 dans un contexte de politique austéritaire aggravée et de recomposition politique accélérée.

Deux enjeux sont mêlés avec ces élections :

- L'avenir de la République : des régions au service de la solidarité et de l'égalité ou des régions au service de la compétition et des inégalités.
- Une issue véritablement de gauche à la crise politique ou l'enfoncement dans une situation qui bloque tout espoir.

Nous refusons la perspective de régions au service exclusif de la métropolisation libérale, laissant à l'autre bout de la chaîne des « déserts » et des territoires d'exclusion.

Nous voulons préserver le droit à l'égalité territoriale, travailler à une harmonisation des territoires dans une vision équilibrée de l'aménagement. Nous voulons promouvoir un nouveau modèle de développement économique, agricole et urbain en liaison avec de nouveaux droits de la personne et des salarié-e-s. Nous voulons des régions solidaires citoyennes, démocratiques, écologiques, féministes.

Nous voulons faire entrer dans le pouvoir régional les exigences populaires de solidarité et d'égalité, faire des élections régionales un moment du rassemblement de toutes celles et ceux qui veulent des politiques de gauche alternatives à l'austérité, à l'offensive sécuritaire et liberticide actuelle.

Nous voulons construire pour cela des dynamiques politiques et citoyennes jusqu'aux urnes qui mettent en échec la droite et l'extrême droite et ouvrent la possibilité de politiques publiques de gauche offensives.

Dans les régions dirigées par des majorités de gauche, les communistes avec leurs élu-e-s ont permis des avancées pour les populations que nous revendiquons dans le contexte actuel : un réseau ferré public œuvrant au désenclavement et défendant des politiques de tarification sociale, des espaces de gratuité ou de nouveaux droits ; des engagements conséquents dans la construction et la rénovation des lycées, le développement de la formation pro incluant les publics défavorisés ; le soutien à l'innovation et la recherche, aux PME-PMI et la création de politiques d'ESS favorisant l'emploi de proximité ; la promotion de la culture du sport pour toutes et tous et de l'éducation populaire, l'avancement de politiques d'égalité entre les hommes et les femmes…

Le PCF a fortement contribué à ces acquis que nous ne voulons pas voir abandonner ou brader. Nous refusons que la droite et l'extrême droite s'emparent de nouveaux pouvoirs et points d'appui pour 2017. Mais nous ne découplons pas cet objectif d'œuvrer à des politiques solidaires, citoyennes, écologiques remettant l'humain au cœur des priorités régionales à rebours des logiques financières de concurrence imposées par l'Europe.

Aujourd'hui, il s'agit de permettre de nouvelles avancées en combattant les logiques de compétitivité et leurs effets ravageurs pour les politiques publiques locales. Il s'agit encore de s'attaquer au coût du capital, de mobiliser de nouveaux moyens financiers au service d'objectifs d'emploi, de formation, de promotion de tous les services publics.

Pour une nouvelle union populaire, nous appelons au rassemblement et à la convergence citoyenne.

Le PCF a pris la décision de rencontrer dans chaque région l'ensemble des forces de gauche et de travailler avec elles les conditions du rassemblement politique et citoyen le plus large à gauche.

Les régions ne sauraient être les relais des choix gouvernementaux et européens. La situation de crise sociale, économique, écologique, ou encore démocratique appelle au contraire des politiques clairement anti austéritaires et antilibérales.

Des convergences de projet s'affirment entre les forces du FG, écologistes, Nouvelle Donne, des militants ou personnalités socialistes, acteurs sociaux, militant-e-s antiracistes, et féministes, culturels, intellectuels et syndicalistes qui comme nous cherchent à œuvrer à l'alternative à gauche ouvrant la possibilité de plates-formes régionales et de listes de large rassemblement de 1er tour pour des politiques régionales d'une gauche offensive et citoyenne.

Un premier état des lieux montre que le débat des communistes s'oriente très majoritairement vers ce choix et sa mise en œuvre. Il y a de la disponibilité pour favoriser l'implication politique et citoyenne la plus large possible sous toutes les formes et à tous les niveaux.

Il atteste également de la volonté largement partagée des communistes de travailler pour le second tour à la fusion des listes capables de battre ensemble la droite et l'extrême droite.

Nous travaillerons à ce rassemblement en fonction des configurations régionales, avec l'objectif de pousser tout au long de la mandature les objectifs que nous aurons portés dans la campagne du premier tour et d'assurer la présence de nombreux élu-e-s communistes, Front de gauche et issus de nos listes de rassemblement dans les nouvelles assemblées. Leur présence sera un facteur déterminant pour les politiques qui y seront menées et pour travailler les rapports de force en lien avec les citoyen-e-s et le mouvement social.

Les discussions montrent le besoin pour le PCF d'être à l'offensive pour faire vivre nationalement notre démarche.

Dans les semaines qui arrivent, les communistes seront appelés à déterminer leurs choix de rassemblement et leurs chefs de file région par région. Ils resteront maîtres de leurs décisions jusqu'au terme des consultations en cours. Les options diverses, si elles existent dans les régions, devront être soumises à leur choix.

Le Conseil national tient lui aussi à souligner que notre démarche de pactes régionaux et de listes de large rassemblement au premier tour autour de ces pactes sera d'autant plus forte et efficace si elle est mise en œuvre nationalement dans toutes les régions.

Passer à la vitesse supérieure.

Alors que nous tenons ce Conseil national du PCF, le débat politique est en train de s'accélérer. Nationalement comme dans les régions. Le congrès du PS a attesté de sa volonté de sceller son unité autour d'un soutien au Président de la République. Tout montre que le malaise reste pourtant aussi profond.

De plus en plus de voix, socialistes comme du Front de gauche, d'EELV, de Nouvelle Donne, de la sphère sociale disent leur volonté d'en finir avec cette politique gouvernementale qui conduit tout droit à la montée de l'abstention, à la désespérance, la montée de l'abstention nourrissant le vote FN et celui pour la droite la plus revancharde. Le champ des possibles grandit pour construire des majorités de projets et d'idées, des majorités pour gouverner.

Aujourd'hui, il ne suffit plus de désigner ce que nous refusons, il s'agit alors d'affirmer ensemble et dans le respect de chacun ce que nous entendons faire.

Les élections régionales seront déterminantes pour les politiques qui y seront menées bien sûr, elles pourront être également déterminantes dans notre capacité à relancer l'intervention populaire. Le CN du PCF appelle à se rassembler, faisant de ces élections un moment utile à nos concitoyens, permettant de faire grandir une nouvelle gauche porteuse d'alternative.

Il ne s'agit pas de nier les différences ni même de se cacher qu'il reste encore un long chemin à parcourir, mais notre responsabilité comme celle du FG est de nous mettre au service du mouvement citoyen, de celles et ceux qui continuent à lutter comme ils sont aujourd'hui des dizaines de milliers à le faire au sein de leur entreprise, pour préserver des lignes SNCF, des lycées, des hôpitaux de proximité, pour une mobilisation citoyenne face à la finance et une autre utilisation de l'argent des banques et des budgets, le maintien d'une agriculture paysanne, d'une association culturelle.

Le PCF entend s'engager sans réserve dans cet objectif !

ÇA COCOGITE

Quartiers populaires
Le PCF est de retour

Le 9 juin dernier s'est tenue à « Fabien » une réunion de travail sur les quartiers populaires destinée aux secrétaires départementaux et aux militants engagés dans ces quartiers. Une première. Et une première plutôt réussie.

Bon rapport, débat intéressant et premières décisions prises. Le rapport fut présenté par Amadou Deme, responsable du secteur Quartiers populaires. « Nous voulons agir à partir des réalités des quartiers populaires et y ramener la République », dit-il d'emblée. Revivifier la République, c'est renforcer l'égal accès de tous aux services publics dans tous les domaines : éducation, police, justice, culture, sport, politique familiale… Alors que règnent bien souvent les divisions, les culpabilisations, la dissolution des solidarités de classe, le rapporteur propose « deux réponses : l'universalité et l'action collective. (…) Reconstruire de l'espoir, ouvrir de la perspective, construire des revendications pour qu'elles deviennent majoritaires, des luttes pour redonner confiance passe, pour nous, par la reconstruction d'un lien politique et humain avec les habitants des quartiers populaires. Sans ce lien avec des millions d'habitants à l'échelle du pays, difficile d'être crédibles sur notre action politique, sur ce que l'on veut reconstruire. Aujourd'hui, le poison de la division rend pour ces habitants peu évidente l'idée d'intérêt commun et encore moins celui de la conscience de classe. L'autre est plus vécu comme un danger, un concurrent et non comme un point d'appui pour gagner des améliorations collectives. Reconstruire du lien humain et politique, c'est donc s'interroger sur notre façon de faire de la politique. Quand le quotidien est si dur, est-ce que nos tracts, nos initiatives correspondent bien ? La question de la solidarité devient donc essentielle, les gens ne sont pas heureux quand il n'y a pas de solidarité, de liens entre eux. »
Reprendre pied dans ces quartiers, c'est connaître ses forces, cibler ses interventions, reprendre le porte-à-porte, mettre en place un travail de proximité, de solidarité, par exemple avec un repas de quartier, le soutien scolaire, une bourse aux vêtements, les voyages à la mer, la bataille contre le trafic de drogue. « Et quel que soit le cas de figure, nous avons besoin de plus de politique. Contrairement aux thèses de Terra-Nova qui invitent la gauche à renoncer aux milieux populaires, les militants communistes entendent redonner de la force politique à leurs actions envers ces catégories. »

Solidarité concrète et politique autrement

Présidé par Nathalie Simonnet (93), le débat qui a suivi a permis de faire un tour de France des « quartiers », de la Seine-St-Denis au Val-d'Oise, de l'Essonne aux Alpes-Maritimes en

passant par le Rhône. Les noms de villes défilaient, Grigny, Vaulx-en-Velin, Marseille, Bobigny, Argenteuil. Dans cet échange d'expériences, beaucoup de questions, encore, et, chaque fois, des débuts de réponse. C'est quoi un quartier populaire ? De la pauvreté, de la misère mais pas que, une grande diversité de situations à prendre en compte. Connaît-on vraiment nos forces dans ces quartiers ? Et si l'on commençait par recenser les nôtres ? (Jacques Chabalier) Comment relancer la solidarité concrète, active ? Est-ce renoncer à faire de la politique ou faut-il faire de la politique autrement ? Non pas en baissant la barre mais en trouvant les mots et les gestes pour être compris ? Ne pas penser à la place des gens. Comment lutter contre le clientélisme ? Comment s'opposer à l'autoritarisme policier, au contrôle au faciès ? Empêcher les expulsions ? Comment partir des besoins des gens, les aider, les accompagner ? Comment rencontrer les gens, là où ils sont ? Quid des réseaux sociaux ? Comment faire des sections ou des locaux du PC des lieux de vie ? Comment sortir de pratiques paternalistes ? L'expérience stimulante de Bobigny où un échec municipal suscita un véritable électrochoc et une politique audacieuse de reconquête des esprits et des cœurs, menée surtout par la JC, fut plusieurs fois évoquée. Tous s'accordent à penser que la question de l'école, ici, est un thème fédérateur.
De premières décisions ont été prises : mettre en place un bulletin d'échange d'expériences de l'activité des communistes dans les quartiers et villages ; avoir des activités de solidarité cet été ; organiser une rencontre lors de l'Université d'été ; organiser un débat sur la Fête de l'Humanité.

Gérard Streiff

L'AIR DU TEMPS

Ça croule sous le fric

Le Figaro est très pro Macron-Hollande. Vive l'austérité, chantent gravement ses plumitifs à toutes les pages, l'austérité pour les particuliers, l'austérité pour les collectivités, l'austérité pour les PME, l'austérité pour les pays (cf. la Grèce). Ça, c'est côté cour ; côté jardin, dans l'entre-soi, les mêmes se gaussent de leur incroyable veine : les leurs n'ont jamais été aussi gâtés. Le fric coule à flots. C'est comme si on assistait à un gigantesque transfert des uns vers les autres. Dans le numéro du 2 juin, page 15, par exemple, toute une page détaille l'invraisemblable accumulation de richesses des multinationales. « *Les entreprises n'ont jamais été aussi riches, elles n'ont jamais eu autant de cash, elles croulent même littéralement sous les liquidités* », s'ébaubit la chroniqueuse de service. Hors banques, les entreprises américaines sont assises sur 1 700 milliards de dollars de cash, 1 000 milliards de plus qu'en 2007. Ainsi Apple dispose de 180 milliards de liquidités. En Europe, les grandes entreprises disposent de 1 000 milliards de dollars de cash, + 43 % sur 2008. Le même journal tient donc un double langage, sans la moindre vergogne. C'est ce qui s'appelle la désinvolture, une qualité très bourgeoise.

Gérard Streiff

EN BREF

Le PCF au Salon de l'aéronautique

Le 16 juin une délégation du PCF conduite par Pierre Laurent a visité le Salon du Bourget. Face aux défis sociaux, technologiques, énergétiques et climatiques auxquels est confrontée l'humanité, la délégation a affirmé le besoin pour notre pays d'une industrie aéronautique et spatiale créatrice d'emplois et moteur de progrès social. Cette industrie source d'innovations technologiques majeures se doit d'apporter, dans le cadre de coopérations européennes et internationales, la garantie de l'indépendance technologique de la France et de l'Europe face aux États-Unis, et de participer à l'effort mondial pour la réduction des gaz à effet de serre. La force de cette industrie repose sur ses salariés, leurs compétences et leurs savoir-faire. Tout doit être fait pour les préserver et les développer. Le transport aérien mondial croît de 4 à 5% par an. Dans ce contexte les grands groupes du secteur ont accumulé des commandes garantissant au moins de 7 à 10 années de travail. Les perspectives d'avenir de l'industrie aéronautique française et européenne sont donc grandes mais elles se conjuguent contradictoirement avec d'inquiétantes restructurations qui entraînent de graves dysfonctionnements. Les directions d'entreprise ont de plus en plus le regard focalisé sur les cours de Bourse plutôt que sur les écrans de CFAO des bureaux d'études ou les lignes d'assemblage. C'est pourquoi le PCF propose que la puissance publique retrouve son rôle dirigeant y compris par des nationalisations et que de véritables pouvoirs d'intervention sur la gestion et la stratégie des entreprises soient donnés aux salariés. La délégation PCF et ses élus feront tout pour que le soutien de la France à son industrie aérospatiale soit à la hauteur de l'excellence professionnelle de ses salariés et des enjeux de civilisation qui se posent à notre peuple.

A L'INITIATIVE

Fête départementale réussie dans l'Oise

La Fête de la Paix, organisée par les communistes de l'Oise les 6 et 7 juin à Montataire, a connu un beau succès. Plus d'un millier de personnes ont déambulé entre les stands d'une vingtaine d'associations, les expositions, les jeux et les divers spectacles. Le tout dans une atmosphère conviviale et festive.
La Fête a constitué un fort moment de la solidarité internationale avec deux débats. L'un sur les luttes émancipatrices avec Jean-Paul Guevara, ambassadeur de Bolivie, et Alfonso Segovia, représentant de l'Équateur, l'autre sur la Grèce avec Manolis Kosadinos, représentant de Syriza en France. Comme l'ont souligné plusieurs participants, cette Fête prend chaque année une ampleur nouvelle. Alors rendez-vous dès maintenant pour l'édition 2016 !

Prochaines fêtes départementales du PCF

20 juin : Cantal
26/27 juin : Pyrénées-Orientales
27 juin : Bouches-du-Rhône, Calvados, Indre-et-Loire
27/28 juin : Gard, Alpes-Maritimes
4/5 juillet : Ardèche, Landes
11/12 juillet : Corrèze
12 juillet : Vosges
18/19 juillet : Vendée

SOUSCRIPTION

Je verse :..... euros

NOM : ..... PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL ..... Ville .....

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"
2 place du Colonel-Fabien • 75167 Paris Cedex 19
http://adhesion.pcf.fr/soutenir
Si vous êtes imposable vous pouvez déduire 66 % de ce montant.